



UNION DÉPARTEMENTALE DES SYNDICATS FORCE OUVRIÈRE D'INDRE ET LOIRE

La Camusière-18, rue de l'Oiselet, 37550 Saint-Avertin

Tel : 02.47.38.54.43 - Fax : 02.47.37.91.00

udfo37@force-ouvriere.fr

<http://37.force-ouvriere.org>

Communiqué du 1er janvier 2019

Les politiques économiques et sociales menées depuis des années privilégiant les revenus du capital au détriment du pouvoir d'achat des salariés et des retraités, de la protection sociale et des services publics, détruisant aussi les droits collectifs avec la loi travail et les ordonnances, ces politiques sont responsables de la crise actuelle et du mouvement des gilets jaunes. Alors dans ce contexte :

**M. MACRON, CE NE SONT PAS DES ANNONCES QUE NOUS VOULONS !
C'EST LA SATISFACTION DE NOS REVENDICATIONS ET LE RESPECT DE NOS DROITS.**

NON A LA REMISE EN CAUSE DE NOS ACQUIS ET DE NOTRE MODELE SOCIAL!

- Les « réponses » apportées par le gouvernement MACRON-PHILIPPE au profond malaise ou mécontentement qui existe dans le pays ne satisfont personne. Rien n'est réglé ni dans le secteur privé ni dans le secteur public !
- Les annonces de M. MACRON sont dérisoires. Le Président et le Gouvernement ne veulent ni voir ni entendre malgré la colère sociale qui s'exprime.
- Ce gouvernement autoritaire, anti-social ne renonce à aucune de ses attaques contre les acquis sociaux, les services publics et la sécurité sociale. ce qui suit le démontre aisément :

**LES ACTES et le PLAN du gouvernement
aux ordres de la Banque, de la Finance et du
Patronat**

**LES REVENDICATIONS DES SALARIES
ET DE LA JEUNESSE**

LE SMIC :

- Contrairement aux annonces, le SMIC ne sera pas augmenté de 100 €. Aucune coup de pouce sur le légal
- 45% des « smicards » ne toucheront pas la prime d'activité.
- Le salaire minimum ne bénéficiera que de la hausse légale. C'est la prime d'activité via les caisses d'allocation familiale qui sera rehaussée. Les patrons n'auront rien à payer

Primes/heures supplémentaires :

- Les entreprises qui verseront des primes exceptionnelles ne paieront ni impôts, ni cotisations sociales. Les primes comme les H.S sont au bon vouloir des patrons et seront financées en ponctionnant la sécurité sociale, les services publics. cela ne répond en rien à la situation subie par les travailleurs.

C.S.G :

- La hausse de la CSG est annulée pour les retraités dont le foyer fiscal est inférieur à 2000€ /mois personne seule ou 33 000 €/an en couple.

- Augmentation générale des salaires, des retraites des pensions et des minima sociaux.
- Augmentation immédiate du SMIC pour le porter à 1800 € bruts par mois.
- Les salaires doivent suivre l'évolution des prix à minima.
- Pour vivre dignement de son travail, il est nécessaire d'avoir une autre répartition des richesses et ne plus subir la précarité.
- Les salaires avant la Bourse ! 100 milliards € de dividendes versés pour le CAC 40. 75% du PIB doivent revenir aux salariés .
- hausse des grilles salariales conventionnelles
- Indexation des pensions de retraite à minima sur l'inflation pour préserver le pouvoir d'achat.

- ▶ l'évolution des pensions reste plafonnée à 0,3% en 2019 et 2020. les minima sociaux ne sont plus indexés sur l'inflation alors qu'elle atteint 2%.

RETRAITES :

- ▶ Le gouvernement confirme sa volonté de mettre en place un régime de retraites universel, un régime unique de retraite par points conduisant à la disparition des 42 régimes spéciaux et du code des pensions civiles et militaires.
- ▶ **Le but :**
 - baisser fortement les retraites (reprenant 44 mds € sur le dos des retraités soit 2 % du PIB),
 - allonger la durée du travail,
 - supprimer ou réviser la pension de réversion,
 - développer les fonds de pension privés rémunérés directement par les salariés qui le pourront.

FONCTION PUBLIQUE :

- ▶ Les 5,5 millions d'agents publics sont complètement oubliés et absents du discours de Macron. Sauf la Police et les forces de l'ordre !
- ▶ Le gouvernement refuse d'augmenter le point d'indice des fonctionnaires dont les traitements sont bloqués ; le gel est maintenu en 2019.
- ▶ Le plan de suppression de 120000 postes (Etat : -50000/hôpital : -20000/ territorial : -50000) est maintenu. Les 15 Mds € du plan Macron vont accélérer les réformes en cours par la fermeture de services publics, non remplacement des départs, etc.
- ▶ Le gouvernement s'attaque au Statut de la Fonction Publique et recourt massivement aux contractuels.
- ▶ un projet de loi est en préparation pour remettre en cause de nombreuses garanties statutaires
- ▶ la suppression des CHS-CT et de la CAP fait partie de ce projet de loi.

SANTE :

- ▶ Le gouvernement maintient son plan Santé qui aura pour conséquence la suppression de 16000 lits et 20000 postes et la disparition de certains hôpitaux de proximité (avec les Groupements Hospitaliers de Territoire). voir précédent communiqué sur le site internet FO 37

VIE CHERE :

- ▶ L'inflation est de 2,2 % en octobre. Les prix ont fortement augmenté, voir quelques exemples :
- ▶ combustibles liquides : + 30,7%
- ▶ GAZOLE : +21,3%/GAZ : +18,3%/Essence : +15,2%
- ▶ Assurances : +2,5% / Automobiles : + 2,6%
- ▶ Légumes frais : + 9,8% / Fruits : +6,6%

- ▶ réforme fiscale qui met à contribution les plus riches, les plus aisés et les entreprises

- ▶ **Maintien du régime de retraites par répartition et des 42 régimes spéciaux**

- ▶ **NON à la RETRAITE PAR POINTS**

- ▶ Maintien du code des pensions civiles et militaires
- ▶ Maintien du versement de la pension de réversion sous conditions pour les veufs/veuves
- ▶ annulation de la hausse de 1,7% de CSG qui pénalise les retraités de 4,5 Mds €. en 3 ans c'est 1 mois de pension pris dans la poche des retraités
- ▶ Abrogation de la C.S.G pour tous les retraités et pour les actifs, retour à la cotisation pour financer la Sécu.

- ▶ **Augmentation de la valeur du point d'indice pour 2019.**

- ▶ **NON à la suppression des 120000 emplois de fonctionnaires**

- ▶ Création d'emplois statutaires nécessaires pour préserver le service public (et de proximité) dans les 3 versants de la fonction publique.

- ▶ **Défense du statut général et des statuts particuliers qui seuls garantissent le véritable service public. Titularisation de tous les contractuels !**

- ▶ **NON à la privatisation des services publics et retour au monopole d'Etat (SNCF, EDF GDF,....)**

- ▶ Abrogation des lois Santé (Bachelot, Touraine, Buzyn)
- ▶ **PAS UN LIT, PAS UN SERVICE, PAS UN POSTE EN MOINS. NON au plan COPERMO au CHRU !**
- ▶ Maintien des hôpitaux de plein exercice (hôpital de Chinon, de Loches, d'Amboise/Château-Renault...)

- ▶ **Blocage de l'évolution des prix de première nécessité et de l'énergie (chauffage, transport...)**
- ▶ **Retour au monopole de service public SNCF, EDF/ GDF, Autoroutes, EAU...**

Le gouvernement doit répondre aux revendications des salariés, des retraités, des chômeurs et des jeunes

Obtenons des négociations y compris dans les entreprises mais elles ne peuvent aboutir que si la pression s'exerce avec l'ensemble des travailleurs, des salariés !

C'est par la grève que nous pouvons bloquer l'économie, l'heure est à l'action !

L'heure est à la tenue d'assemblées générales pour élaborer les cahiers de revendications dans le privé et le public !

**Rejoignez FORCE OUVRIERE : Un syndicat qui reste un syndicat libre et indépendant
AVEC FO : RESISTER, REVENDIQUER, RECONQUERIR**